

## **Lettre d'interpellation adressée au gouvernement de la République du Sénégal, des pays membres du G7 et à l'Union Africaine**

**Constat d'échec pour la NASAN au Sénégal : La société civile appelle les décideurs politiques à mettre l'agriculture familiale au cœur des stratégies de sécurité alimentaire et de la Nutrition**

La Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NASAN) a été lancée en 2012 par le G8, en réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires survenue en 2010-2011 et à une vague de sécheresse dans la corne de l'Afrique affectant les populations africaines. La NASAN fait également suite aux efforts de l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire (IASA). Alors que l'Initiative de L'Aquila incitait les gouvernements à investir des fonds publics dans la sécurité alimentaire, la NASAN mobilisait les entreprises du secteur privé –étranger et les multinationales – à « réaliser une croissance agricole soutenue et inclusive ainsi qu'à sortir 50 millions de personnes de la pauvreté au cours des dix prochaines années » en Afrique.

La société civile et le mouvement paysan sénégalais saluent l'engagement pris en 2012 par les pays membres du G7 en faveur de l'agriculture sur le continent africain, mais déplorent l'approche et la mise en œuvre de la NASAN. Ils appellent les pays du G7, les gouvernements africains et l'Union Africaine (UA) à soutenir davantage l'agriculture familiale et l'agroécologie, garantes d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, telle que stipuler lors du forum 2018 de la FAO sur l'agroécologie.

Dès sa création, la NASAN a soulevé des craintes de la part de la société civile en lien avec les risques d'accaparement des terres et de privatisation des semences. Bien qu'au Sénégal, la NASAN n'ait pas engendré les conséquences négatives anticipées, elle n'a pas pour autant respecté ses promesses. En effet, une évaluation indépendante de la NASAN au Sénégal, conduite avec l'appui du Groupe de réflexion pour la sécurité alimentaire (GRSA), a permis de constater que la Nouvelle Alliance n'a visiblement pas atteint son objectif principal d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition à travers l'augmentation des investissements privés en agriculture. Elle n'a pas non plus mené à des réformes politiques significatives ni à un meilleur alignement ou une augmentation de l'aide internationale de la part des membres du G7.

La NASAN a été lancée sur l'hypothèse que la sécurité alimentaire et nutritionnelle peut être améliorée grâce à un apport accru du secteur privé. Cependant, l'expérience au Sénégal démontre que la NASAN a effectué un ciblage inadéquat des entreprises ayant pris part à la NASAN, à cause des délais très courts impartis par le G7. Le manque de communication autour des objectifs de la NASAN, l'impréparation des parties prenantes à jouer leur partition et l'absence de cadre contraignant ont créé un déficit d'engagement de la société civile et les Organisations de producteurs.

La NASAN traite les petits producteurs essentiellement comme des bénéficiaires d'emplois et de services pourvus par les agro-industries plutôt que d'acteurs économiques en soi. Or, les emplois créés par l'agrobusiness demeurent précaires et saisonniers, peu rémunérateurs, généralement

sans prise en charge sociale et médicale et leur nombre est largement en dessous des attentes des populations. En contraste, lorsqu'on considère l'apport du secteur privé au développement agricole et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les exploitations familiales représentent de façon agrégée les investisseurs les plus importants en agriculture, contribuent à fournir de l'emploi et préservent le patrimoine foncier. La NASAN ne les a pas suffisamment pris en considération.

Dans un contexte de changement climatique, de raréfaction des ressources en eau et de perte de biodiversité, il y a urgence pour les gouvernements d'effectuer une transition vers des modes de productions agricoles plus durables et résilients. Or, la NASAN a plutôt favorisé des entreprises conventionnelles et les multinationales qui utilisent des modes de production industriels axés sur la monoculture, exigeants en eau et dépendants des intrants chimiques.

Alors, que la NASAN signalait une volonté d'améliorer le sort des populations pauvres, et des femmes en particulier, nous constatons que les femmes ont largement été ignorées. Aucune structure de production ou coopérative agricoles gérées par des femmes ne faisait partie des entreprises partenaires de la NASAN et les emplois créés ont été en majorité occupés par les hommes.

La NASAN a souffert d'un manque d'implication et de concertation préalable avec la société civile. De même, plutôt que d'encourager la réalisation des priorités du Sénégal en agriculture, la NASAN a mené à un effet de redondance et d'éparpillement des acteurs et des initiatives dans un contexte où plusieurs projets et programmes nationaux étaient existants. Il aurait été plus indiqué de directement renforcer ces cadres au lieu de dérouler une initiative parallèle qui avait peu de chance d'aboutir.

Au regard de la place essentielle qu'occupe l'agriculture en Afrique, la société civile sénégalaise estime que ce secteur doit être soutenu par un engagement constant, plutôt qu'une intervention ponctuelle. C'est en ce sens que nous, acteurs de la société civile et du mouvement paysan, appelons le G7 à renouveler son appui à l'agriculture, mais en plaçant l'agriculture familiale et leurs revendications au cœur de toute initiative visant à améliorer la sécurité alimentaire.

**Nous appelons le G7 à reconnaître que :**

- la sécurité alimentaire en Afrique est assurée par les exploitations familiales, lesquelles doivent être soutenues par les politiques publiques pour favoriser et sécuriser l'accès à la terre, à l'eau, aux semences paysannes;
- les exploitations familiales sont généralement aussi performantes que les fermes agroindustrielles, tout en fournissant plus d'emplois, de meilleure qualité, et en produisant de manière plus durable;
- les femmes sont la pierre angulaire de modes de production durables et les pionnières de stratégies pour assurer la sécurité alimentaire;

**Nous vous exhortons aussi à :**

- Maintenir votre soutien à l'agriculture et la sécurité alimentaire sur le continent africain en prenant en compte la vision de l'agriculture de la société civile et du mouvement paysan;

- Assurer que toute nouvelle initiative du G7 soit réellement harmonisée aux plans, programmes et initiatives nationaux existants dans le respect de l'Accord de Paris et des engagements de Malabo.

**Nous exhortons le gouvernement du Sénégal à :**

- Augmenter son niveau d'investissement dans le secteur agricole en priorisant l'agriculture familiale dans le respect des engagements de Malabo;
- Parachever la réforme foncière afin de sécuriser les terres des exploitations familiales et préserver le patrimoine foncier et les ressources naturelles pour les générations futures;
- Mettre en œuvre sa stratégie nationale de consommer local en facilitant l'accès aux produits agricoles sénégalais, sains et écologiques par la mise en place de chaînes de valeurs centrées sur les exploitants familiaux; le renforcement des capacités en production agroécologique et en ciblant les jeunes;
- Renforcer les regroupements, réseaux et organisations de femmes rurales afin qu'elles puissent avoir plus d'influence sur l'élaboration de politiques agricoles et alimentaires ;
- Soutenir les femmes rurales dans la transformation, conservation et mise en vente de leurs produits pour les marchés locaux.
- Mettre en œuvre les droits des paysans tels qu'inscrit dans le TIRPAA
- A reconnaître les semences paysannes dans la législation et à soutenir les systèmes semenciers gérés par les paysans.

**Enfin, nous demandons à l'Union Africaine, désormais responsable de la mise en œuvre de la NASAN, de :**

- Favoriser davantage les agriculteurs familiaux et les reconnaître comme premiers investisseurs privés dans les programmes de soutien agricole et de sécurité alimentaire.

**En conclusion, à la lumière de ce constat d'échec de la NASAN au Sénégal, la société civile et les mouvements paysans appellent les décideurs politiques à mettre l'agriculture familiale au cœur des stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, nous appelons le G7, le gouvernement du Sénégal et l'Union Africaine à soutenir fortement l'agriculture familiale, y compris les pratiques agroécologiques et la promotion des femmes pour le développement de systèmes de production plus durables qui nourrissent les populations locales.**

**Signataires :**

1. Cadre de Concertation et de Coopération des Ruraux(**CNCR**)
2. Initiative Prospective Agricole et Rurale (**IPAR**)
3. ActionAid Sénégal(**AAS**)
4. Association pour la promotion de la Femme Sénégalaise(**APROFES**)
5. Association des producteurs de la Vallée du Fleuve Gambie(**APROVAG**)
6. Réseau Africain pour le Droit à l'alimentation(**RAPDA**)

7. Conseil des Organisations Non Gouvernementale D'appui au Développement(**CONGAD**)
8. Cadre de Concertation des producteurs d'Arachide(**CCPA**)
9. Coalition pour la protection du Patrimoine Génétique Africain (**COPAGEN -SENEGAL**)
10. Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (**AFSA**)
11. Fahamu Africa
12. Nous Sommes la Solution (NSS): un mouvement de femmes rurales pour la souveraineté alimentaire
13. Conseil des animateurs pour le développement de Djirnda (**CADD**)
14. Eco Citoyen
15. Enda Pronat
16. GIPSWAR
17. Journal Agropasteur
18. Innovation, Environnement et Développement en Afrique(**IED-Afrique**)
19. Carrefour International
20. Activista Sénégal
21. Forum social Sénégalais(**FSS**)
22. Organisation des Jeunes Panafricanistes(**OJP**)
23. Panafricaine Pour Education et le Développement Durable(**PAEDD**)
24. Kedougou Encadrement Orientation Droits Humains(**KEOH**)
25. etc ;